

L'élimination partielle ou totale des contraintes limitant les flux de capitaux est un stimulant pour l'investissement étranger direct. Dans la mesure où un accroissement généralisé de ce dernier favorise l'internationalisation du commerce, les entreprises, tout comme les gouvernements, s'intéressent de plus près à la disponibilité du financement étranger. Les sociétés qui ont déjà investi dans des marchés hors frontières y solliciteront plus facilement un prêt ou hésiteront moins à rechercher des actionnaires étrangers.

L'ampleur du déficit du compte courant des pays industrialisés fait partie des autres facteurs souvent jugés déterminants dans la multiplication des mouvements transnationaux de capitaux.¹ En 1980, la somme cumulative des déficits nationaux atteignait 63 milliards de dollars américains.² Les pays en cause ont voulu compenser tant soit peu cette situation en créant des surplus dans leur compte de capital au moyen d'importants transferts internationaux de fonds. On assista alors à une relative convergence des rendements sur l'investissement, car les marchés financiers devinrent plus concurrentiels.

L'intégration progressive des marchés financiers internationaux n'aurait pas été possible sans les progrès techniques réalisés notamment au plan des télécommunications et sans l'expansion de l'informatique. La complexité des nouveaux instruments financiers (contrats à terme et options, options sur indice, crédits croisés, etc.) exige le recours à des logiciels spécialisés pour établir les prix et en surveiller les variables déterminantes.

La technique de pointe a incité certains marchés de valeurs mobilières, de contrats à terme et d'options à nouer des liens avec leurs équivalents étrangers. C'est ainsi qu'entre 1985 et 1988 la Bourse de New York et celle de Toronto se sont dotées d'une liaison électronique permettant la vente et l'achat des titres de certaines de leurs plus grandes sociétés membres. Cette innovation est aujourd'hui reléguée dans l'ombre, car il est maintenant possible, grâce à l'électronique, d'effectuer des transactions à toute heure du jour. La chose exige toutefois plus qu'un support technique, car la présence de teneurs de marché et des liquidités requises est essentielle à son bon fonctionnement.

Si l'on dit dorénavant que les marchés financiers des pays industrialisés, Canada compris, sont intégrés, c'est que les capitaux y circulent librement et que les investisseurs sont disposés à remplacer la possession d'un actif par la possibilité d'obtenir un rendement équivalent. On trouve quelques définitions plus précises du

¹ Voir notamment à ce sujet W. White, *Some Implications of International Financial Integration for Canadian Public Policy*, rapport technique n° 57, Ottawa, Banque du Canada, décembre 1991, p. 3. L'auteur souligne que ces déficits auraient été moins considérables si l'on n'avait pas disposé de capitaux suffisants. On ne peut toutefois affirmer que le déséquilibre des comptes courants a entraîné la mobilité du capital, ni l'inverse.

² Fonds monétaire international, *Statistiques financières internationales*, 1992, p. 128.